



EN DIRECT

DU COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE ENEDIS

NOUVELLE JOURNÉE D'ACTION SUR LES SALAIRES.

Les élus CGT étaient appelés à contribuer à la mobilisation dans leurs régions.

Une délégation réduite était néanmoins présente à l'ouverture de la séance du CCE. Elle a lu la déclaration ci-après avant de quitter la séance.

Il y a un temps pour dialoguer et un autre pour l'action... Le comportement des employeurs oblige les représentants du personnel à donner aujourd'hui la priorité au second !

DÉCLARATION LIMINAIRE DU CCE D'ENEDIS DU 14 DÉCEMBRE 2017

La lecture des journaux d'entreprise est toujours riche d'enseignements, même si cette presse est à l'information ce que la musique militaire est à la musique.

Pour preuve le numéro de novembre de *Vivre EDF* que chaque salarié du Groupe a reçu à son domicile.

Dans un article, Monsieur Xavier Girre, directeur exécutif en charge de la Direction Financière, nous explique le nouvel axe prioritaire du Groupe : **le pilotage par le cash.**

Car le cash généré est insuffisant nous apprend-il, et il n'y a donc plus qu'une seule réponse : **le cash, le cash, le cash !** Une réponse à quoi d'ailleurs ? À tous nos maux et malheurs ! Voilà qui confirme bien ce que nous constatons depuis quelques années : **la priorité du Groupe EDF est devenue exclusivement financière et de court terme.**

**EDF n'a plus de stratégie crédible ou de projet capable de faire sens.
Cette nouvelle donne, le Groupe entend l'imposer à ENEDIS et y arrive pleinement depuis 2016.**

Qu'on ne nous parle plus de l'autonomie de gestion de la filiale de Distribution !
Les dirigeants d'ENEDIS nommés par le Groupe se sont soumis à cette nouvelle doxa.

Le cash, le cash, le cash. Voilà l'alpha et l'oméga de toutes les décisions... En inscrivant au registre des pertes et renoncements le projet industriel d'ENEDIS, ses missions de service public, ses salariés, bref son avenir.



Nous le disons avec force et chacun doit le comprendre : la fête est finie.

**Il n'y a plus de projet à ENEDIS pour les années à venir.
Reste l'objectif de faire du cash, vite, n'importe comment, bêtement.**

**À la CGT nous n'avons rien à voir avec cette logique.
Nous militons pour un pilotage par les missions et valeurs du service public, pour un vrai projet industriel garantissant la pérennité de l'organisation actuelle du Distributeur national.**

C'est bien cette orientation qui crée de la valeur et rend l'entreprise profitable pour tous, y compris les salariés et les usagers.

Car il faut l'expliquer à Monsieur Girre. **Le cash, ce n'est pas la génération spontanée. Il ne tombe pas du ciel mais bien de la poche des usagers qui payent leurs factures.**

Quant à l'utilisation efficace de cette ressource, elle revient plus à l'intelligence collective des salariés qu'aux grandes théories provenant des sommets ou aux réorganisations à la chaîne.

Si ces efforts permettent de dégager des excédents, ils doivent alors être justement redistribués et répartis au bénéfice des salariés, des usagers et de la solidarité intra Groupe. Mais en aucun cas au bénéfice d'un seul acteur, l'actionnaire, en remettant en cause la capacité de l'entreprise à remplir pleinement ses activités et assurer le meilleur rapport qualité/prix.

C'est pourtant le choix qu'affirment EDF et ENEDIS au travers des propos de Monsieur Girre et consorts.

Nous n'avons plus rien à faire avec ces gens-là !

C'est pourquoi la CGT va informer tous les acteurs du système électrique des dérives d'ENEDIS : régulateur, collectivités locales, décideurs politiques.

En effet, Monsieur Girre fait mine d'oublier la spécificité du Distributeur qui relève du domaine régulé. À ce titre, le régulateur décide d'un tarif sur la base de trajectoires présentées par l'entreprise et négociées.

Or, le tarif actuel a repris in extenso les propositions d'ENEDIS sur, entre autres, les trajectoires investissements et emploi... Le tarif a donné les moyens en conséquence.

Or, le pilotage par le cash, c'est faire des économies en ne tenant pas les engagements couverts par le tarif.

Donc, ce que réalise ENEDIS sur injonction du Groupe, c'est détourner de son objet l'argent payé par les usagers et octroyé par le régulateur. Ce que promet le Groupe, c'est le vol.

Au regard de cette réalité, l'État en particulier devra prendre ses responsabilités. Au travers du nouveau Contrat de Service Public, en renforçant les obligations d'ENEDIS et en contrôlant l'utilisation des ressources, mais aussi en s'interrogeant sur les finalités du Distributeur et son organisation.

Pendant ce temps-là, nos employeurs refusent toute réelle augmentation de salaires et se distinguent parmi les membres du patronat les plus réactionnaires.

Le pilotage par le cash implique moins de rémunérations, moins d'emplois, des économies à tous les étages, jusqu'à aller emmerder le salarié dans son unité sur son repas de midi ! C'est ça le concret de l'affaire. Comme est concrète la baisse de pouvoir d'achat : l'équivalent d'un NR perdu cette année pour chaque salarié.

Pas pour tout le monde s'entend. On ne pourra d'ailleurs pas accuser Monsieur Girre d'être incohérent sur son appétence au cash. **Ce Monsieur qui nous vient tout droit de l'ENA a fait le choix d'aller pantoufler dans le privé,** ou le encore un tout petit peu (mais plus beaucoup quand même) service public : le cash y est sans doute plus substantiel que dans l'administration. Et charité bien ordonnée...



Devant ce digne représentant de cette élite, fer de lance du patronat, qui a construit à la force de ses bras ce modèle de justice, de progrès et d'harmonie qu'est la société française aujourd'hui, modèle loué par tous, urbi et orbi, on se gardera bien de toute leçon.

C'est leur force d'être convaincus, même devant les évidences et l'expérience.

Eh bien, il nous reste donc à les contraindre. Le discours du Groupe au travers de son financier justifie tous les mouvements de grève, toutes les luttes, toutes les actions.

Il renforce notre détermination à agir pour défendre les intérêts des salariés et sauvegarder notre entreprise. Car c'est de cela dont il s'agit : sauver notre modèle en le remettant au service de l'intérêt général... Contre ces fous et leurs folies.

Car des fous sont également chez nous !

Revanchards, ils voient avec délectation revenu le temps de l'arbitraire et de la casse. Ce temps où ils peuvent se décharger sans restriction de leurs frustrations sur les autres.

Les outils pour le faire leur ont été donnés par le pouvoir politique. Ils en useront et abuseront puisque les dirigeants de l'entreprise sont d'une négligence coupable quand il s'agit de faire respecter les accords et leurs engagements.

Nous l'avons déjà dit : prime à l'incompétence et calcul de court terme !



Dans la droite ligne d'Emmanuel Macron, ils veulent se débarrasser des corps intermédiaires, du moins de ceux qui s'opposent vraiment. Ils veulent réduire au maximum la capacité d'intervention des représentants du personnel et ne plus exercer qu'un dialogue de façade dans le cadre d'un échange léonin.

Soit, mais ils devront assumer. Le personnel qui ne pourra plus se faire entendre par les voies représentatives ira chercher par d'autres moyens des réponses à ses revendications. Il a démontré par le passé savoir le faire et aujourd'hui être en capacité de recommencer, comme le 16 novembre, le 30 novembre et le 7 décembre... Et aujourd'hui.

La bataille est donc maintenant engagée. Les termes de la lutte sont clairs. Monsieur Girre a eu l'exquise délicatesse de nous les préciser... Au cas où cela aurait échappé à certains...

Nous apprécions évidemment dans ce combat l'apport très récent des supplétifs que sont les autres organisations syndicales.

Après des mois de luttes de la seule CGT, ils se sont accrochés au 7 décembre comme les tiques sur l'élan pour espérer voler au-devant de la victoire... Ou simplement histoire de faire oublier leurs absences ou leurs complicités politiques internes et externes, leurs responsabilités dans la situation présente.

Prenons tout ce qui peut renforcer la mobilisation... Mais sans naïveté et toujours en surveillant derrière notre dos. L'expérience, encore et toujours.

D'ailleurs, ce 14 décembre la CGT sera à nouveau seule* dans l'action pour défendre les intérêts des salariés et l'avenir de notre entreprise.

* À l'exception a priori de FO, dont la délégation a quitté la séance du CCE.